

Vers une première victoire contre l'accord UE-Mercosur



C'est ce lundi 9 novembre que les ministres du commerce des pays de l'UE*, réunis en vidéoconférence, devaient enclencher le processus de ratification de l'accord de libéralisation du commerce entre l'UE* et les pays du Mercosur* (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay). Cela ne sera pas le cas : alors que la présidence allemande de l'UE* en avait fait une priorité, aucun vote n'aura lieu en raison des trop vives oppositions exprimées dans de nombreux pays. C'est une première victoire qui en appelle d'autres.

Jamais un accord de libéralisation du commerce n'avait été aussi contesté : près de 80% des personnes interrogées dans plusieurs pays européens veulent que l'accord UE*-Mercosur* soit abandonné (1). La mobilisation citoyenne et le rejet de cet accord "voitures contre bétail", y compris au sein de plusieurs Parlements nationaux (Autriche, Wallonie, Pays-Bas, Irlande), **empêchent aujourd'hui la Commission européenne et les lobbys économiques de parvenir à leurs fins.**

C'est une première victoire pour les organisations de la société civile qui ne cessent d'alerter l'opinion publique et les gouvernements sur les dangers sociaux, écologiques, sanitaires et même de droits humains que porte l'accord UE*-Mercosur*. Rien que durant cette semaine (2-9 novembre), près de 100 000 messages ont été envoyés à Emmanuel Macron, et aux ministres Jean-Yves Le Drian, Franck Riester, Clément Beaune et Julien Denormandie pour les exhorter à prendre les dispositions nécessaires pour obtenir l'abandon de l'accord UE*-Mercosur* à Bruxelles (2).

Cette mobilisation s'étend également aux collectivités territoriales (3). Ainsi, Grenoble s'est déjà déclaré « en faveur de l'abandon de l'accord UE*-Mercosur* et en faveur de la relocalisation écologique et solidaire » (4). A l'échelle européenne, plus de 1850 collectivités locales membres de la "Climate Alliance" viennent aussi de s'opposer à l'accord avec le Mercosur* (5).

Ce lundi 9 novembre, **plus de 190 économistes expliquent** dans une lettre ouverte combien les données produites par la Commission européenne pour justifier des gains économiques attendus d'un tel accord sont fragiles, alors que d'autres études « montrent que l'impact net réel de la libéralisation du commerce sur les revenus, l'emploi, la productivité du travail, l'innovation et la compétitivité pourrait bien être négatif ». Ils appellent la Commission à mener une étude d'impact plus sérieuse (6).

Pour autant, **beaucoup de décideurs européens cherchent encore à sauver l'accord UE*-Mercosur*** et envisagent annexes ou autres ajouts à la marge dans une tentative désespérée de rassurer sur des sujets comme la déforestation. C'est hors de question : il faut abandonner ce projet d'accord avec le Mercosur* et, avant toute chose, réviser en profondeur la politique commerciale européenne. L'heure n'est plus celle d'une mondialisation qui fait de l'intérêt des multinationales un objectif supérieur aux droits des populations et à la protection de la planète.